

La voix d'un autre continent

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY¹

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de m'avoir associée à l'édition 2017 des Semaines sociales de France. Quand il m'a été proposé de prendre part aux activités d'un Observatoire de la vie sociale en France, qui existe depuis 1905, pour faire connaître la pensée sociale chrétienne tout en contribuant aux débats sociaux, permettant ainsi de grandes avancées telles que l'assurance maladie universelle, je ne pouvais qu'accepter avec humilité, tout en mesurant ma responsabilité. Je remercie en particulier le Père Denis Maugenest, Monsieur Michel Camdessus, qui m'ont proposée pour faire entendre la voix de l'Afrique à cet important forum. J'exprime enfin ma gratitude à Madame Dominique Quinio, qui est la première femme à présider les Semaines sociales de France depuis le début de leur existence.

Introduction

L'Europe et l'Afrique ont une histoire commune. Leurs relations demeurent encore importantes aujourd'hui, même si elles ont connu une évolution. Avant d'évoquer la situation actuelle des liens qui unissent l'Europe et l'Afrique, il est important de parler de l'Afrique.

À propos de l'Afrique

Selon l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch, « l'Afrique a la plus vieille histoire du monde, et les Européens ne l'ont donc pas découverte. Ce qu'ils ont découvert (plus tard que les autres) et ce dont ils ont construit l'idée, c'est « leur » Afrique. »

1 Denise Houphouët-Boigny est déléguée permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'UNESCO.

L'Afrique noire a eu ses premiers contacts avec les Européens seulement au XV^e siècle lorsque fut franchi le cap de Bonne Espérance (à l'extrême sud de l'Afrique) par les Portugais. À partir du XVI^e siècle, des écrits européens la décrivent et la constituent de leur propre point de vue : marchands, missionnaires, explorateurs, voyageurs et trafiquants d'esclaves ont élaboré leur propre idée de l'Afrique. En effet, les Européens ont établi en Afrique des comptoirs concurrents de la Traite orientale qui avait déjà commencé au VII^e siècle, d'abord pour commercer, ensuite pour faire la Traite des noirs, à l'origine de la diaspora noire que nous connaissons. La traite a duré plus de 450 ans. L'esclavage a duré de 1500 à 1888. Les Européens ont été aidés dans cette entreprise par des dirigeants ou dominants africains. Au XIX^e siècle, après l'abolition de l'esclavage, les États européens s'installèrent en Afrique du Nord et en Afrique sub-saharienne. De 1870 à 1880, l'exploration de l'Afrique progressa et les Européens y découvrirent des richesses intéressantes pour leurs économies. La période coloniale en Afrique commença avec la conférence de Berlin qui se tint de novembre 1884 à février 1885, à l'initiative de Bismarck, afin de régler des problèmes commerciaux. Elle organisa le partage de l'Afrique entre les puissances européennes prises individuellement et constitua l'acte fondateur actuel des États africains.

Il faut ajouter que les Africains, dans le cadre de la colonisation, ont participé activement aux deux guerres mondiales, aux côtés des Européens. On signale par exemple que « 200 000 soldats ont été recrutés en Afrique occidentale française (AOF) pour participer à la première guerre mondiale ». La période coloniale s'étend de 1885 aux années 1960 qui sont celles des indépendances africaines. L'indépendance des pays africains est donc relativement récente. Les frontières issues des compromis entre les Européens et dont l'Afrique a hérité sont fondées sur le principe de compensations territoriales. La colonisation a donc façonné l'espace africain en ignorant souvent les populations africaines, ce qui peut expliquer certains conflits actuels.

L'Afrique d'aujourd'hui est un grand continent de 30 millions de km² et composé de 54 États. Ces États sont très variés en considérant leurs paysages, leurs populations, leurs langues, leurs histoires individuelles. Cette Afrique d'aujourd'hui a des défis à relever. En effet, l'Afrique subsaharienne a une population de 986 971 000 habitants en 2016 et 38,4 % de cette population vit avec moins de 1,9 dollar US/jour, selon l'UNESCO. Ceci est contradictoire avec le fait que le continent africain affiche une croissance moyenne de 5,5 % depuis une décennie. Le premier défi que les Africains doivent relever est donc celui de la lutte contre la pauvreté des populations. Le tiers des réserves de matières premières (hydrocarbures, diamants, or, uranium, cuivre, cobalt...) de la planète se trouve en Afrique, qui dispose d'un potentiel de ressources du sous-sol encore largement inexploité. Le sous-sol africain recèle 30 % des réserves minières mondiales, si bien que l'on parle de scandale géologique en

évoquant celui de certains pays africains. Cette situation n'empêche pas la persistance de la pauvreté et le sous-développement des pays censés détenir ces richesses.

Les conflits politiques sont exacerbés par les fruits des activités extractives pour l'accès à la rente, mais aussi en raison de la valeur stratégique de certains minerais et les États africains en sont fragilisés. De plus, l'extraction minière et pétrolière est dominée par des multinationales qui, bien souvent, font peu de cas de leurs responsabilités sociétales et environnementales, sans réaction des Africains et avec leur complicité quelquefois.

Un deuxième défi que l'Afrique doit relever est celui de l'éducation, car cette dernière réduit la pauvreté, et aide à une croissance économique qui ne laisse personne de côté. L'éducation transforme la vie des populations. Selon l'UNESCO, en 2016, le taux d'achèvement des études primaires en Afrique subsaharienne est de 55 %. La Banque africaine de développement (BAD) indique que le pourcentage d'adultes analphabètes en Afrique en 2016 est de 32 %, l'espérance de vie y est de 61,5 ans et le taux de mortalité infantile y est de 75,5 pour 1000. Ainsi, après l'éducation, celui de la santé est un défi important à relever, en raison de son impact sur la longévité, la productivité et le développement. La question de la santé est aussi liée à la recherche scientifique qui permettra d'éradiquer des maladies telles que le paludisme. La recherche scientifique reste faible en Afrique qui représente en 2014, selon l'UNESCO, 1,4 % de parts de publications dans le monde contre 34 % représentées par l'Union européenne.

En Afrique, les cultures destinées à l'exportation, arachide, café, cacao, ont été longtemps le grand moteur du développement des campagnes mais les économies africaines dépendent beaucoup du cours des matières premières, ce qui les fragilise. Les cours du café, du cacao ou du pétrole ne sont pas maîtrisés par les Africains. Les économies africaines sont trop souvent ancrées dans les pratiques d'un modèle d'économies de rente. Elles ne sont pas assez basées sur l'industrialisation et la transformation des matières premières minières ou agricoles. La valeur ajoutée de la transformation profite à d'autres régions du monde. Les cultures de rente l'emportent d'ailleurs et souvent sur les cultures vivrières. D'où le problème de l'alimentation des populations. Des États importent des denrées telles que le riz, pouvant être cultivées sur place.

L'Afrique possède des ressources forestières très importantes. Les forêts du bassin du Congo constituent le deuxième massif forestier tropical du monde après l'Amazonie. Cependant, le défrichement des forêts au profit de l'agriculture, et de la vente du bois entraîne une réduction de la surface de ces espaces forestiers avec des conséquences dramatiques au niveau du climat.

En Afrique, 620 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité sur 1,2 milliard d'habitants en 2015. Il existe donc un déficit énergétique énorme à combler. La production énergétique en Afrique reste faible, cependant, encore une fois, le

potentiel qui demeure est énorme et reste inexploité. De nombreux pays africains exportent du pétrole brut, car leurs capacités de raffinage sont faibles. Le potentiel en énergies renouvelables est très important mais également inexploité. On peut évoquer le potentiel hydroélectrique avec les grands cours d'eau qui traversent le continent, le potentiel solaire avec le fort degré d'ensoleillement, le potentiel éolien et géothermique, sans oublier la biomasse.

Enfin, l'un des défis importants que l'Afrique doit relever est celui de la démocratie, avec ses corollaires que sont les droits de l'homme et la bonne gouvernance.

En plus des ressources naturelles, l'Afrique possède d'autres atouts indéniables : sa culture riche et variée, la relation particulière qu'ont les Africains avec la nature, le respect des anciens, la solidarité, le culte des ancêtres et autres principes philosophiques, qui sont une richesse et qui pourraient constituer des apports fondamentaux de l'Afrique au monde. Je vais, pour illustrer mon propos, citer quelques vers du poète Birago Diop. Ils disent ceci :

Écoute plus souvent,
Les choses que les êtres,
La voix du feu s'entend,
Entends la voix de l'eau,
Écoute dans le vent le buisson en sanglots,
C'est le souffle de nos ancêtres morts,
Qui ne sont pas partis,
Qui ne sont pas sous la terre, qui ne sont pas morts.

En effet, pour nous, Africains, « les morts ne sont pas morts ». Cette certitude a une influence sur notre conception de la vie. Il existe par ailleurs en Afrique l'esprit ou la philosophie d'Ubuntu (c'est un mot dans la langue bantoue) qui, comme le disait Nelson Mandela, est « ce sentiment profondément africain d'appartenance à l'humanité grâce à l'humanité des autres ». « Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous » : c'est le concept fondamental de la philosophie de la réconciliation développé par Desmond Tutu, avec l'abolition de l'apartheid.

Enfin, dans la société africaine traditionnelle, il existe l'arbre à palabres qui correspond à un processus de prise de décision. Les discussions en public, en apartés ou à huis-clos prennent le temps qu'il faut : des jours, des semaines, voire des mois, pour arriver au consensus. Les décisions importantes se prennent toujours de manière collégiale et par consensus, sinon la voix du chef est prépondérante et c'est lui qui en porte la responsabilité.

Comment l'Europe coopère-t-elle avec l'Afrique d'aujourd'hui

Beaucoup de pays africains pris individuellement ont des relations avec l'Europe, de manière bilatérale, c'est-à-dire de pays à pays. Par exemple, selon la Banque

africaine de développement, les cinq premiers pays avec lesquels la Côte d'Ivoire a des échanges commerciaux sont le Nigéria, la France, les Pays-Bas, les États-Unis, la Chine. On note que parmi ces cinq pays figurent, en bonne position, la France et les Pays-Bas qui sont en Europe. Il est intéressant de remarquer au passage quelques chiffres indiquant le volume des échanges commerciaux de la Côte d'Ivoire :

- avec l'Afrique : 7 218,5 millions de dollars des États Unis ;
- avec les États-Unis : 1 247,2 millions de dollars ;
- avec la Chine : 1 058,2 millions de dollars ;
- avec l'Union européenne : 6 661,9 millions de dollars.

Après le Nigéria, l'Union européenne dans son ensemble est un partenaire privilégié. La Chine a presque le même volume d'échanges commerciaux que les États-Unis avec la Côte d'Ivoire.

Comment les relations de l'Union européenne avec l'Afrique ont-elles évolué ?

Dès la signature du traité de Rome en 1957, celui-ci réservait déjà une place à la coopération avec les anciennes colonies, essentiellement celles de la France, de la Belgique, de l'Italie et des Pays-Bas. Cette coopération reposait sur des principes de libre commerce et d'aide au développement. Ce « régime d'association » a été doté des ressources du premier Fonds européen de développement (FED). En 1963 et en 1969 furent signées par 18 États africains et les 6 de l'Europe, les 1^{ère} et 2^{ème} conventions de Yaoundé soutenues par les 2^{ème} et 3^{ème} FED. Ces accords étaient principalement orientés vers la coopération financière, technique et commerciale, essentiellement dans les secteurs des infrastructures économiques et sociales. Il y a eu, par la suite, les conventions de Lomé, signées pour Lomé I en 1975, Lomé II en 1980, puis Lomé III en 1985. Ces trois conventions couvrant chacune une période de 5 ans sont accompagnées par les FED 4, 5 et 6.

On est passé, pour ces conventions, du nombre de 46 pays signataires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les ACP), partenaires de 9 pays européens, à un nombre de 65 pays ACP partenaires de 10 pays européens. Tandis que les conventions de Lomé I et II donnent la priorité au développement industriel et rural en créant le STABEX (fonds de stabilisation des recettes d'exportation sur les produits agricoles) et le SYSMIN (Fonds de stabilisation des recettes d'exportation des produits minéraux) pour compenser les baisses des recettes d'exportation, la Convention de Lomé III met l'accent sur la sécurité alimentaire et l'environnement. La Convention de Lomé IV, signée en 1990 et révisée à mi-parcours en 1995, a introduit pour la première fois un lien explicite entre la promotion des droits de l'Homme et le développement. L'Accord de Cotonou a été signé en 2000 par 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (comprenant 48 pays en Afrique subsaharienne) pour une période de 20 ans. Il s'agit du plus grand cadre financier et politique au monde pour la coopération nord-sud. Il se caractérise par les préférences commerciales non

récioproques accordées aux ACP, notamment l'accès illimité au marché de la Communauté européenne pour 99 % des pays industriels et d'autres produits, particulièrement pour les 39 pays les moins avancés (PMA) du groupe des ACP. L'Accord de Cotonou avait pour objectif, de permettre aux ACP de se placer sur les rails du développement et d'intégrer le marché mondial. Les innovations majeures de l'Accord de Cotonou résident dans la place accordée à la dimension politique qui comprend :

- un dialogue politique global sur les questions nationales, régionales et mondiales ;
- la promotion des droits de l'Homme et de la démocratisation ;
- le renforcement des capacités, la prévention et la résolution des conflits ;
- les questions relatives à la migration, y compris la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive.

L'Accord de Cotonou comprend des activités de coopération pour encourager :

- le développement économique en ciblant les secteurs de l'industrie, de l'agriculture ou du tourisme des pays ACP ;
- le développement social et humain pour améliorer les services de santé, d'éducation et de nutrition ;
- la coopération et l'intégration régionale pour promouvoir et développer le commerce entre les pays ACP.

Ainsi, en 2016, plusieurs cadres régissent la coopération entre l'Union européenne et l'Afrique : l'Accord de Cotonou avec l'Afrique subsaharienne, le partenariat Euro-med avec l'Afrique du Nord et la Stratégie commune Afrique-Union européenne. On peut en citer quelques aspects et chiffres indiqués par la Commission de l'Union européenne en 2016. L'Afrique est le principal bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD) collective de l'Union européenne (c'est-à-dire de l'Union européenne et de ses 28 états membres). 141 milliards d'euros ont été débloqués en sa faveur entre 2007 et 2013. Entre 2014 et 2020, l'APD de la Commission européenne destinée à l'Afrique s'élèvera à plus de 31 milliards d'euros au total. Dans le même temps, environ 40 % de l'aide humanitaire de l'Union européenne est consacrée à des projets en Afrique chaque année. Cette aide constitue un soutien aux populations déplacées et une assistance aux victimes de conflits et de catastrophes. L'Union européenne est le premier partenaire commercial de l'Afrique, sa première source d'importations et sa première destination d'exportations. Environ un cinquième de l'ensemble des investissements directs étrangers en Afrique proviennent d'entreprises de l'Union européenne.

Il est très important de souligner la spécificité de l'Accord de Cotonou : il prévoit une disparition des préférences commerciales non récioproques incompatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dont bénéficiaient les ACP, et l'introduction des Accords de partenariat économique (APE) prévoyant l'insertion des ACP dans l'économie mondiale. Ces derniers devront faire face aux

rigueurs de la compétition et de la globalisation. Les Accords de partenariat économique (APE) ont donc une dimension commerciale importante ; ils sont très critiqués pour cette raison, car ils semblent occulter la question de l'aide au développement au profit de celle du commerce. Ils proposent de mettre en place une quasi zone de libre-échange entre l'Union européenne et chacune des régions créées. En effet, pour renforcer l'intégration régionale, les six groupes ACP doivent mettre en place des zones de libre-échange ou des unions douanières sous-régionales. Pour l'Afrique, il s'agit des communautés suivantes :

- SADC en Afrique australe ;
- COMESA en Afrique orientale ;
- CEDEAO en Afrique occidentale ;
- CEMAC et CEEAC en Afrique centrale.

Selon les Européens, la nécessité de la transformation de l'Accord de Cotonou et la mise en place des Accords de partenariat économique trouvent leur origine dans le bilan qu'ils ont fait des précédents accords et dans la création de l'OMC en 1994, qui a rendu difficile la perpétuation du dispositif de préférences unilatérales. L'Union européenne a mené des négociations et conclu des Accords de partenariat économique avec certaines régions africaines : avec la CEDEAO (Afrique de l'ouest) et la SADC (Afrique australe) en juillet 2014, ainsi qu'avec la COMESA (Afrique orientale) en octobre 2015.

Concernant la stratégie commune Union européenne-Afrique, il faut signaler qu'à l'image de l'Europe, l'Afrique a fait des efforts d'intégration au plan continental afin de renforcer l'unité et la solidarité entre États. C'est ainsi que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a été créée en 1963. Elle a été remplacée par l'Union africaine en 2002, qui regroupe les 54 États africains, et dont la structuration est inspirée au plan institutionnel de celle de l'Union européenne.

L'Union européenne et l'Union africaine se réunissent annuellement dans le cadre d'une stratégie commune depuis 2007. Le 4^{ème} sommet Union africaine-Union européenne s'est tenu en 2014 à Bruxelles. Il a réuni plus de 60 dirigeants africains et européens qui ont adopté une feuille de route pour la période 2014-2017, concernant cinq domaines stratégiques :

- la paix et la sécurité ;
- la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'Homme ;
- le développement humain ;
- le développement et la croissance durables et inclusifs, et l'intégration continentale ;
- les problèmes mondiaux et émergents.

Le sommet de la Valette qui s'est tenu les 11 et 12 novembre 2015 a permis aux dirigeants européens et africains de mettre en place un dialogue franc et un cadre

de coopération en matière de migration, sur un plan d'action global. L'Union européenne a mis en place le Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées. Le cinquième sommet Union africaine – Union européenne aura lieu en Côte d'Ivoire les 29 et 30 novembre 2017. Le thème est le suivant : « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable ». Il s'agira de faire le bilan de dix années de stratégie commune, de se pencher sur l'avenir des relations Union européenne-Afrique et de mettre l'accent sur l'investissement dans la jeunesse qui est la priorité actuelle du Continent africain. D'autres thèmes seront développés lors de ce prochain sommet :

- la paix et la sécurité ;
- la gouvernance, notamment la démocratie, les droits de l'Homme, les migrations et la mobilité ;
- l'investissement et le commerce ;
- le développement des compétences ;
- la création d'emplois.

Que dire de l'avenir commun de l'Europe et de l'Afrique ?

Pourquoi l'avenir de l'Europe se trouve-t-il en Afrique ?

♦ Pour ce qui concerne la démographie, je me permettrais de donner les chiffres de l'ouvrage de Michel Camdessus intitulé *Le monde en 2050* : « L'Europe amorce un déclin démographique durable de 738 millions d'habitants en 2015... puis 707 millions en 2050. En 2100, l'Europe aura perdu près d'une centaine de millions d'habitants, sa population tombant à 646 millions d'habitants. Pendant la même période, l'Afrique peuplée en 2015 de 1,2 milliard d'habitants aura atteint 4,4 milliards d'habitants en 2100 sur une population mondiale de 11,2 milliards d'habitants. À quelques encablures d'une Europe réduite à 11 % de la population mondiale, l'Afrique en représentera autour de 40 % ». L'auteur ajoute : « De la manière dont seront gérés, au cours des 35 prochaines années, le déclin démographique européen et le doublement de la population africaine dépendra la suite de l'histoire de l'humanité. »

La population africaine est jeune de surcroît. En Côte d'Ivoire, par exemple, en 2016, 77 % de la population, soit plus de trois personnes sur quatre, a moins de 35 ans. La population européenne quant à elle est vieillissante avec une surreprésentation de plus en plus importante des séniors dans la société et une série de difficultés pour cette raison.

♦ Pour ce qui concerne les opportunités économiques : d'après le numéro du journal *Le Monde* daté du 9 septembre 2015, l'Afrique a accueilli plus de 128 milliards

de dollars d'investissement en 2014 (+ 136 %) par rapport à l'année précédente. En raison de la démographie, les projets d'investissement dans les produits de consommation et la distribution sont plus nombreux et soutiennent la croissance de classes moyennes. L'Afrique est donc, et sera une opportunité pour les entreprises européennes.

Par exemple, l'entreprise française Orange affirmait en juillet 2015 avoir dépassé en Afrique 100 millions de clients sur le total des 240 millions de clients du groupe. Le groupe affirme qu'en termes de bénéfices, le taux de marge en Afrique est très largement supérieur à la moyenne. Enfin, selon Orange, « il y a en Afrique une opportunité de croissance qui n'existe plus en Europe [...]. L'Afrique est une opportunité de croissance unique au monde de par la démographie et le décollage économique », affirmait la compagnie.

La question de la vitalité des entreprises en Europe, donc du chômage en Europe, trouve sa réponse en Afrique.

L'Europe et l'Afrique ont des défis communs à relever

♦ La question de l'immigration vers l'Europe est un défi commun et trouvera aussi sa réponse en Afrique. Les jeunes Africains devraient pouvoir rester en Afrique pour y réaliser leurs rêves. Ils quittent leurs villages ou leurs villes, non pas de gaieté de cœur, mais parce qu'ils n'ont pas de travail, parce que leurs enfants y meurent, parce qu'il y a la guerre, parce qu'ils ne peuvent plus cultiver la terre en raison de la sécheresse, etc. Il faut que les dirigeants européens et africains pensent ensemble la question de l'immigration et trouvent ensemble les moyens et la manière de faire rester les candidats à l'immigration dans leur pays en les informant des dangers de l'immigration irrégulière. Il est aussi important d'accueillir de manière humaine et digne, ceux qui arrivent, en n'oubliant pas les contributions positives des migrants à leurs pays d'origine et à leurs pays d'accueil.

♦ Le terrorisme concerne aussi bien l'Europe que l'Afrique : Paris en France est frappée, mais Ouagadougou au Burkina Faso et Grand Bassam en Côte d'Ivoire aussi. Mettons-nous ensemble pour trouver les solutions adéquates à ce problème, en fonction des contextes respectifs.

♦ Le climat et l'environnement : l'incidence de l'utilisation des énergies fossiles sur le climat est nette si bien qu'il est question en Europe, de faire appel aux énergies renouvelables. L'Afrique a besoin d'énergie pour sa population et pour se développer. Pourquoi ne pas faire ensemble le bond vers des énergies renouvelables ? On pourrait envisager comme le préconise Jean Michel Severino « que l'Afrique, comme elle l'a fait dans le cas de la téléphonie en allant directement au téléphone mobile, saute l'étape des énergies fossiles pour aller directement à une alimentation électrique fondée sur les énergies renouvelables ». La réflexion pourrait être menée ensemble, y compris sur les questions environnementales. L'Afrique ne doit pas être

le lieu où l'on déverse, par des circuits obscurs, des déchets souvent toxiques pour l'environnement.

L'Europe n'est plus seule sur le terrain africain

En Côte d'Ivoire, on l'a vu, la Chine fait partie des cinq premiers pays avec lesquels le pays a des échanges commerciaux, selon la Banque africaine de développement. Une étude du cabinet américain McKinsey Africa signalée par *Le Point Afrique* en juillet 2017 confirme que la Chine est l'un des cinq premiers principaux partenaires de l'Afrique en matière de commerce, d'investissement, d'infrastructures de financement et d'aide, et que les relations Chine-Afrique se sont accélérées au cours des 10 dernières années avec une croissance des échanges d'environ 20 % par an. Il y a 10 000 entreprises chinoises implantées en Afrique qui revendiquent par exemple 50 % du marché de la construction. Selon l'étude, la coopération Afrique-Chine doit cependant relever des défis importants (faible emploi de gestionnaires africains, faible prise en compte des questions environnementales, faible réciprocité en matière d'approvisionnement des entreprises chinoises). Le journal *Le Monde* indique le montant de 75 milliards de dollars de financements publics chinois en Afrique en 2011. La grande vitalité du partenariat de l'Afrique avec la Chine est évidente et séduisante pour les Africains. L'Europe doit en prendre conscience, changer sa manière de coopérer et sa conception du continent africain, sinon elle risque de perdre l'opportunité que représente l'Afrique pour elle.

Comment faire ensemble ?

Les liens de l'Europe avec l'Afrique sont anciens, importants mais complexes. Les relations de l'Union européenne avec l'Afrique ne sont pas uniquement commerciales, leur dimension politique et humaine est importante et c'est ce qui fait leur spécificité. Les liens Europe-Afrique devraient pouvoir être maintenus, voire accrus, dans l'intérêt bien compris des deux parties, sans paternalisme, ni préjugés, en laissant les Africains choisir leur propre modèle de développement et de société. Les Européens devraient pouvoir faire preuve de plus flexibilité et de moins de fébrilité, les Africains de plus de rigueur, de discipline et de réalisme. Ce sont les Africains eux-mêmes qui, décomplexés, doivent penser leur avenir, en tenant compte de leur culture. Pour ce qui concerne les questions africaines, les décisions devraient être prises en Afrique, sur le terrain, et non à partir de l'Europe. Bien souvent, de beaux projets sont élaborés pour l'Afrique, en Europe, et leur mise en œuvre est pilotée à partir de l'Europe, par des personnes qui bien souvent ne connaissent pas l'Afrique et ses réalités, d'où leur échec.

Conclusion

Je terminerai mon propos en évoquant Léopold Sedar Senghor dans son discours à l'Université de Vienne en 1975. Il a terminé en disant aux Européens : « Il nous faut conclure en disant brièvement ce que veut l'Afrique : un nouvel ordre économique, sans doute, mais aussi l'arrêt du désert qui avance, le reboisement de ses terres, l'enrichissement de ses sols et la formation de ses hommes. Or aucun élément de cet éventail d'objectifs n'est réaliste sans l'intervention de techniques scientifiques éprouvées, dont vous détenez le secret, en attendant de nous le transférer, encouragés que vous êtes par notre vigueur physique, notre soif intellectuelle, notre solidité morale, notre sens artistique. Pour le moment, en dehors de nos richesses naturelles reconnues, nous ne disposons que d'immenses potentialités que nous vous invitons à inventorier et à exploiter avec nous, dans l'intérêt bien compris de nos deux continents, mais aussi de l'humanité tout entière. Mon appel à une coopération qui dépasserait la Communauté économique européenne et l'Afrique noire ne date pas d'aujourd'hui. C'est toute l'Europe et toute l'Afrique... qui devraient s'unir, de nouveau, autour de la Méditerranée pour donner l'exemple d'une coopération interrégionale. »

Mesdames et Messieurs permettez-moi de faire mienne cette conclusion, je vous remercie.

Débat

PATRICE MOYON¹ : Vous avez insisté sur la question migratoire, sur la nécessité de trouver des solutions communes. Concrètement, que peut-on faire pour que ces jeunes Africains restent chez eux ?

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : On a parlé de la pauvreté, de l'éducation, mais une chose à faire tout de suite, c'est d'arrêter de nous montrer des images d'une Europe merveilleuse. Les jeunes Africains ont à longueur de journée à la télévision l'image d'une Europe fantastique où tout est facile, tout est beau, tout est bien. Ils n'ont pas conscience de la réalité. Vous avez ce qu'il faut en matière de communication, pourquoi ne pas informer les Africains, leur montrer les drames que vivent les personnes qui traversent la Méditerranée, pourquoi ne pas montrer les conditions dans lesquelles elles vivent ici ? Je suis persuadée que l'image que les jeunes ont de l'Europe n'est pas la vraie image et que celle de ceux qui souffrent n'est pas diffusée correctement.

¹ Patrice Moyon, journaliste à *Ouest-France*, présidait la séance.

Quelle Europe voulons-nous ?

PATRICE MOYON : L'Europe doit-elle continuer à sous-traiter une partie de ce dossier comme elle le fait aujourd'hui en Lybie ?

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : Non, il faut que les Africains et les Européens s'asseyent ensemble pour en parler parce que c'est un drame. Le problème doit être résolu dans les pays africains, nous devons travailler à faire rester nos jeunes en Afrique, ils y seront plus heureux.

PATRICE MOYON : Mgr Grallet, vous avez insisté sur la nécessité de donner un visage à l'Europe, sur la question de la vision. Comment entendez-vous ce qui a été dit par Denise Houphouët-Boigny sur les relations entre les deux rives de la Méditerranée ?

MGR GRALLET : Avant de connaître l'Afrique, j'ai rencontré des Africains, ce qui a enrichi une vision complète. Je suis d'une congrégation internationale, les Franciscaïns, j'ai donc étudié avec des confrères africains qui m'ont ensuite fait entrer dans leurs familles. Le contact personnel est essentiel. Je l'avais observé lors des rencontres entre jeunes Européens, que ce soit les scouts ou les jeunes de Taizé. Inviter les étudiants africains chez nous, faire des voyages, des rencontres humanitaires, tout ceci procure une affection fraternelle.

PATRICE MOYON : L'Europe a été missionnaire, mais on voit de plus en plus de prêtres africains dans nos paroisses françaises.

MGR GRALLET : L'évêque que j'étais à Strasbourg accueillait des prêtres africains principalement grâce à la faculté de théologie. Par ailleurs, un certain nombre nous rendent service dans nos paroisses.

PATRICE MOYON : Mgr Grallet, vous appartenez à cette génération qui a été marquée par la seconde guerre mondiale. Au sein de l'Église, il y a un discours très européen, mais quand on regarde au plus près dans les paroisses, on voit apparaître un discours contre l'Europe. Comment analysez-vous cette montée de l'euro-scepticisme, y compris chez les jeunes chrétiens ?

MGR GRALLET : Je redoutais et attendais cette question. Parce que mon expérience au service des chrétiens d'Alsace est une expérience profondément europhile, parce que les Alsaciens ont tellement souffert d'avoir été ballottés, passant d'une identité alsacienne, puis allemande, puis de nouveau alsacienne. Ce sont des acteurs convaincus pour construire l'Europe. Je suis heureux que Strasbourg ait été choisi comme un des lieux d'Europe. Votre question est juste, il y a peut-être dans les jeunes générations un manque de mémoire d'Europe. La crise d'affect que subit

l'Europe dans le cœur des gens, c'est comme si les Européens que nous sommes faisons notre crise d'adolescence. Nous avons grandi dans la sécurité et dans la paix, nous y avons trouvé énormément d'avantages et un peu oublié le prix de ces avantages ainsi que toutes les difficultés d'avant l'Union. Il y a une sorte d'ingratitude adolescente.

PATRICE MOYON : Madame Houphouët-Boigny, l'Union européenne peut-elle être un modèle pour les jeunes générations africaines en termes de construction politique ? Vous avez insisté sur la montée des échanges économiques avec la Chine, l'Europe peut-elle être un contre-modèle par rapport à la Chine ?

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : La coopération de l'Afrique avec l'Union est exemplaire, à mon avis. Nous avons des accords de coopération avec d'autres pays qui sont purement commerciaux, alors qu'avec l'Union, il y a une dimension politique et humaine importante. Nous devons continuer sur cette voie. Il faut que l'Europe reste dans ce contexte, que l'Europe et l'Afrique continuent de cheminer ensemble et que l'Europe soit moins fébrile.

PATRICE MOYON : Y a-t-il un travail commun à mener sur le climat, par exemple ?

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : Bien sûr. On sait que la dégradation du climat vient de votre développement : vous avez produit, mais vous avez pollué. Il faudrait que nous marchions ensemble pour que nous évitions de faire les mêmes erreurs. Vous avez développé des techniques, fait des recherches sur les énergies renouvelables. Nous pourrions commencer par les énergies renouvelables au lieu de passer par tout un système qui a pollué, les énergies fossiles, etc.

PATRICE MOYON : Le dialogue inter-religieux n'est-il pas un défi commun à l'Afrique et à l'Europe aujourd'hui ?

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : Oui, le dialogue inter-religieux est important. Dans mon pays, les religions traditionnelles africaines sont les plus importantes, nous avons longtemps vécu en bonne intelligence, les chrétiens et les musulmans. Depuis quelque temps, il y a des difficultés. À la faveur des difficultés politiques que nous avons connues pendant 10 ans, chrétiens et musulmans ont pris conscience du fait qu'il faut se mettre ensemble pour résoudre certains problèmes. Les religieux catholiques, musulmans et autres se sont réunis autour du forum du dialogue inter-religieux pour montrer aux populations que nous parlons ensemble et qu'ils peuvent donc parler ensemble.

TABLE DES QUESTIONS¹ : *Mgr Grallet, l'assistance souscrit à vos propos mais les trouve un peu généraux, un peu trop généreux, pas suffisamment concrets. La COMECE² a-t-elle été à même de prendre des positions claires sur des questions telles que l'abandon de l'arme atomique recommandée par le pape, la GPA et la PMA, sur les relations que nous devrions avoir avec l'islam. Comment les travaux de la COMECE pourraient-ils être connus des chrétiens non pratiquants ?*

Une suggestion : la COMECE pourrait être un architecte quasi politique d'un œcuménisme des chrétiens d'Europe et participer ainsi concrètement à la construction européenne.

MGR GRALLET : J'assume mes propos généreux. Pourquoi étaient-ils généraux ? Parce que je me sentais débiteur de la parole du pape que je devais vous transmettre à travers ce congrès de Rome. Nous, évêques, ne pouvons pas travailler de façon suivie avec deux brèves sessions par an, mais nous avons des techniciens et des chercheurs associés qui nous éclairent. Notre ambition n'est pas de faire du lobbying auprès des institutions européennes, mais, d'une part, d'alerter les évêchés des grands enjeux européens et, d'autre part, de faire entendre la voix de l'Europe sur un certain nombre de sujets. A propos de la GPA, je n'ai pas entendu de grandes paroles ces derniers temps. Mais sur la liberté religieuse ou sur le souci des migrations, je pense au travail fait par Sant'Egidio avec les couloirs humanitaires. Il n'était pas sans signification que nous allions rencontrer les gens de Sant'Egidio lors de notre congrès de Rome.

– *Au plan de la COMECE, les rencontres que vous avez entre évêques mettent en valeur des cultures chrétiennes différentes. Que cela donne-t-il comme idée de l'Europe et des difficultés à la mettre en œuvre ?*

MGR GRALLET : Je vais être plus clair sur nos différences de perception sur les migrations. J'appartiens à une congrégation qui a été présente dans les Balkans depuis le XIII^e siècle. Quand l'Empire ottoman est venu dans les Balkans, il n'y avait plus de paroisses chrétiennes dans les territoires de l'ex-Yougoslavie. Les Franciscains ont enlevé leur habit, se sont habillés à la turque et sont restés dans la population. En Croatie, la maman disait à l'enfant : « Quand le Turc viendra dans la maison et demandera qui est ce monsieur, tu diras : « C'est le tonton. » » en parlant du franciscain. C'est le surnom qu'ont gardé les Franciscains là-bas. Cela voulait dire qu'il y a dans ces pays une expérience douloureuse de la confrontation des peuples et des religions. On ne peut pas être irénique dans le dialogue inter-religieux si on ne prend pas cela en compte. J'ai apprécié que frère Alois dise que dans les rencontres de

1 Didier Ovigneur et Catherine Belzung relayaient les questions de la salle.

2 Commission des Évêchés de la Communauté européenne.

Taizé on entend des gens des Pays de l'Est qui nous disent leurs blessures. Certes on voudrait avancer un peu dans les arguments qu'ils développent, mais il faut prendre du temps. Ce sont des réalités comme cela que nous avons à vivre en Europe. Cela peut expliquer les inquiétudes qui sont ancrées dans l'histoire personnelle des gens.

– *Madame Houphouët-Boigny, concernant les institutions européennes, avez-vous des suggestions d'amélioration ?*

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : Il faudrait qu'elles soient beaucoup moins bureaucratiques.

– *Quel regard portez-vous sur l'attitude de l'Europe par rapport à la politique migratoire ?*

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : Cette question a fait l'objet du sommet de La Vallette. Les Africains sont restés longtemps silencieux. Vu l'ampleur du phénomène et des dégâts, Européens et Africains ont décidé de résoudre les problèmes ensemble. Il faut porter l'aide en Afrique, étudier et comprendre pourquoi ils partent. Repérer les réseaux mafieux qui vont dans les villages appâter les jeunes et qui, moyennant finance, les font venir en Europe. Il faut non seulement une assistance policière mais aussi de l'information. Il faut éduquer, soigner et travailler sur place pour que les jeunes aient envie de rester. Je suis persuadée qu'ils ne quittent pas l'Afrique de gaieté de cœur.

– *Quels projets de développement entre l'Europe et l'Afrique faudrait-il privilégier ?*

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : La coopération bilatérale marche bien, qu'elle soit française, espagnole, allemande, etc. Nous avons des exemples concrets sur le terrain. Avec l'Europe, c'est beaucoup plus vague, on la voit moins sur le terrain. Elle devrait s'approcher des villages, il faudrait donner un visage à la coopération européenne.

– *Quelles sont les qualités humaines nécessaires pour améliorer la coopération entre l'Europe et l'Afrique. Quelles sont les valeurs européennes qui seraient source d'inspiration pour l'Afrique ?*

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY : La démocratie et, en particulier, le respect des droits de l'Homme. Et aussi votre rigueur, votre discipline... Nous n'avons pas la même notion du temps que vous, notre rapport au temps n'est pas le même... Nous devrions éviter les passe-droits, être plus rigoureux dans nos objectifs.